

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(97)/ST/5

16 décembre 1997

(97-5511)

Conseil général
10 décembre 1997

Original: anglais

BRESIL

Déclaration de M. Carlos Antonio da Rocha Paranhos Ministre conseiller, Représentant permanent adjoint

Le Brésil tient à remercier le Directeur général de son rapport annuel sur le Tour d'horizon de l'évolution de l'environnement commercial international. Cet excellent document soulève un certain nombre de questions qui présentent un grand intérêt pour les Membres et qui, toutes, demandent à être soigneusement considérées et analysées. A cette occasion, ma délégation tient à aborder brièvement quelques-unes de ces questions, à savoir les graves événements survenus récemment dans le secteur financier d'un certain nombre de pays Membres de l'Organisation dont il est fait état au paragraphe 7 du rapport du Directeur général, et les questions de l'accès au marché et de l'interaction des activités régionales et multilatérales, mentionnées aux paragraphes 14, 12 et 16, respectivement.

Au paragraphe 7, le rapport indique à juste titre que "dans les mois qui viennent, tous les gouvernements resteront confrontés à des problèmes dus aux faits nouveaux importants survenus récemment dans un certain nombre de pays d'Asie. Il est encore difficile de prévoir jusqu'à quel point et pendant combien de temps l'incidence de ces faits nouveaux sur la croissance économique se fera sentir. La durée et l'ampleur du recul seront atténuées avant tout par une approche positive en vue de régler les problèmes structurels des économies, en particulier dans le secteur financier, et un soutien résolu de l'ajustement structurel parallèlement à une gestion macro-économique appropriée".

Nous souscrivons entièrement à l'idée qu'il est difficile de prévoir jusqu'à quel point et pendant combien de temps l'incidence de ces faits nouveaux se fera sentir sur la croissance économique (et en particulier sur la croissance des pays en développement), mais on peut imaginer que la "crise financière" aura une incidence sur l'évolution des échanges commerciaux et qu'une telle incidence peut modifier la tendance positive de la libéralisation des échanges. Des distorsions des taux de change, des stocks élevés dans des économies de faible croissance et la diminution de la consommation interne au profit des exportations en Asie pourraient soudain déséquilibrer les flux commerciaux et avoir dans le domaine commercial un effet de contagion dont on ignore encore les caractéristiques. En conséquence, il apparaît particulièrement important que nous nous livrions à un exercice collectif de réflexion sur la question de la contribution de l'Organisation mondiale du commerce à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial et, dans ce contexte, sur les incidences que les effets dévastateurs des mouvements de capitaux à court terme dans les économies des pays en développement pourraient avoir sur la poursuite d'une politique durable de libéralisation des échanges.

Lors d'une récente visite officielle au Royaume-Uni, le Président Fernando Henrique Cardoso a dit que les investisseurs dans les fonds de performance devaient être mieux informés de façon à avoir conscience des risques inhérents à de tels investissements. Les fonds de performance - et autres fonds d'investissement à effet de levier - consistent à emprunter de l'argent à des taux faibles et à l'investir dans des instruments de rendement plus élevé, ce qui explique que l'on ait pu reprocher à ces fonds d'être "volatils" lorsque le marché est à la baisse.

Comme l'a dit le Président Cardoso, "il ne s'agit pas de prôner la reréglementation du système financier mondial mais simplement de souligner la nécessité que les gouvernements et les sociétés soient en mesure d'éviter les dommages qui peuvent être causés par les périodes de turbulence sur les marchés internationaux". Les réglementations prudentielles sur les flux de capitaux sont, à notre avis, un instrument déterminant dont disposent les pays. De plus, nous devrions créer les bases nécessaires pour permettre aux marchés de mieux comprendre les réalités des divers pays et d'avoir les éléments indispensables pour évaluer les avantages et les risques inhérents aux options de politique générale des pays.

Au paragraphe 14 du rapport, l'accès aux marchés est qualifié de "problème de longue date" qui constitue toujours un défi en raison du maintien de droits de douane élevés et de crêtes tarifaires dans des domaines qui sont toujours les mêmes.

Ces "domaines qui sont toujours les mêmes" incluent les produits agricoles, les produits textiles et les vêtements, les chaussures, le cuir et le secteur automobile et englobent un grand nombre des produits pour lesquels le Brésil et d'autres pays en développement possèdent à la fois une capacité concurrentielle et une vocation exportatrice.

La question des droits de douane élevés dans le commerce des produits agricoles revêt un intérêt particulier pour le Brésil. Même après la totale mise en oeuvre du programme de réforme du Cycle d'Uruguay, l'accès des produits agricoles sur de nombreux marchés se heurtera à des droits de douane démesurément élevés. Même si des contingents en matière d'accès minimum et en matière d'accès courant ont été créés pour essayer de compenser cette absence d'expansion des marchés, ces mesures ne sont certainement pas suffisantes. D'autres questions sensibles du point de vue du Brésil sont mentionnées au paragraphe 14 du rapport, à savoir notamment la progressivité des droits entre les produits bruts et les produits transformés du secteur agricole, et l'absence de transparence qui est souvent liée à l'application de taux spécifiques plutôt que de taux *ad valorem* pour les produits agricoles. Nous attendons avec grand intérêt les négociations prévues à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture à l'occasion desquelles ces problèmes seront certainement abordés.

En fin de compte, le tableau qui a été brossé est très proche de celui que le Brésil a déjà mis en lumière en faisant sa propre analyse de l'évolution récente de l'accès aux marchés pour les produits brésiliens: en termes réels, l'accès pour les produits dont l'exportation nous intéresse n'a pas augmenté, et les obstacles tarifaires qui étaient en place demeurent inchangés.

Le paragraphe 16 du document WT/TPR/OV/3 aborde la question de l'interdépendance des activités régionales et multilatérales. Le point de vue y est exprimé que des questions relatives au commerce des marchandises, telles que la multiplicité des règles d'origine, doivent être abordées. Il est fait mention des risques que la multiplication des arrangements régionaux représente pour le commerce mondial des services. Il est fait mention aussi du risque lié à la multiplication des activités régionales et du temps que ces activités exigent des gouvernements et des administrateurs. Enfin, il y est dit en conclusion que le système multilatéral doit être au moins aussi ambitieux que les initiatives régionales.

Ma délégation ne partage pas ces vues sur les initiatives régionales. Le Brésil reconnaît la primauté du système commercial multilatéral mais pense également que les initiatives régionales peuvent et doivent nécessairement être plus ambitieuses que le système commercial multilatéral. Un système d'intégration régionale peut envisager des initiatives aussi ambitieuses que, par exemple, la création d'une monnaie unique, concept impensable au niveau multilatéral. A condition que les initiatives régionales aient un caractère d'ouverture, elles peuvent contribuer de façon positive à la libéralisation des échanges et servir de tremplin à l'expansion du commerce mondial.

Au deuxième alinéa du paragraphe 12 il est dit que la libéralisation en Amérique latine est devenue plus complexe, le processus autonome cédant de plus en plus la place à une libéralisation du commerce axée sur la région. Il est indiqué également que les augmentations récentes de certains droits de douane ont suscité des préoccupations. Ces conclusions nous semblent difficilement acceptables, parce qu'elles ne correspondent pas à une description exacte des faits survenus dans la région.

Les efforts de l'Amérique latine en faveur d'une libéralisation régionale des échanges ne sont pas récents. En 1960, les pays de la région ont constitué l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE). En 1980, l'Association latino-américaine pour l'intégration (ALAI) a remplacé l'ALALE. En 1991, les quatre pays du Marché commun du Sud (MERCOSUL) ont signé le Traité d'Asunción et quatre ans plus tard ont établi un Tarif extérieur commun, tout cela dans le cadre de l'ALAI.

L'intégration régionale n'a donc pas remplacé un quelconque processus autonome. Elle suit son cours depuis près de quatre décennies maintenant. La constitution de MERCOSUL en 1991 a coïncidé avec des décisions unilatérales de libéralisation des échanges prises par ses membres. Ces décisions n'ont pas été remises en question par la création d'une union douanière. L'accroissement important des importations provenant de sources extérieures effectuées par les pays de MERCOSUL est une preuve manifeste de la contribution positive apportée par MERCOSUL à l'expansion du commerce mondial. Les exportateurs ont trouvé des avantages à vendre sur un marché élargi et à l'évidence ils tirent parti de ces avantages.